

APPEL A PROJETS POLITIQUE DE LA VILLE 2025

Le nouveau contrat 2024-2030 conclu entre la Ville du Teil, l'État et l'ensemble des partenaires signataires et financeurs (CAF, Conseil départemental, bailleurs) fixe des priorités pour les 6 prochaines années et constitue le cadre de la politique de la Ville à du Teil.

Le contrat de ville s'exerce sur une nouvelle géographie prioritaire arrêtée par le décret modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains publié le 28 décembre 2023.

Le Teil compte deux quartiers prioritaires qui regroupent 2300 habitantes et habitants soit 26 % de la population.

Ce cadre contractuel de la politique de la ville active principalement trois leviers d'action :

- La mobilisation, prioritairement, des politiques publiques de droit commun des différents partenaires dans les quartiers prioritaires
- La mobilisation, en complémentarité, des moyens et dispositifs spécifiques de la politique de la ville, notamment le soutien aux partenaires associatifs
- La participation des habitantes et habitants, à travers un soutien de leurs initiatives et leur association aux instances de dialogue et de pilotage de l'action publique dans les quartiers prioritaires.

Il cible prioritairement les nombreuses personnes qui vivent au sein d'un quartier prioritaire, identifiées comme fragiles et particulièrement éloignées des services publics (du fait de leur moindre proximité physique ou de leur incompréhension quant aux modalités de fonctionnement de ces services) : les jeunes sans emploi ni formation professionnelle, les jeunes en situation de décrochage scolaire, les familles monoparentales, les chômeurs de longue durée, les personnes en situation de précarité et d'exclusion notamment les personnes âgées vulnérables et isolées.

Le contrat de ville s'attache à soutenir, développer et accompagner les politiques de mixité sociale en vue d'amplifier les dynamiques de quartier.

Les orientations du contrat de ville

Le contrat de ville du Teil porte six grandes orientations, qui se basent sur les thématiques prioritaires définies par l'Etat et qui intègrent les grands axes de travail fixés lors des différents temps de concertation avec les habitants et les acteurs du territoire.

Six priorités ont donc été identifiées pour 2024-2030 pour le territoire de Le Teil, avec les déclinaisons opérationnelles attendues pour 2025 :

PRIORITE 1 : La lutte contre la privation d'emploi de longue durée

PRIORITE 2 : L'accès aux soins dans un contexte de pénurie de médecin traitant

- Proposer de la Prévention en santé (addiction, vaccination, nutrition, santé mentale, etc) et sensibiliser au dépistage des cancers

PRIORITE 3 : Enclencher la transition écologique

- Faciliter les déplacements et habitudes liés à la mobilité douce
- Sensibiliser et encourager à la pratique du tri des déchets

PRIORITE 4 : Soutenir la réussite éducative et faciliter la mise en place de projets d'orientation

- Renforcer la réussite éducative par des réponses concertées et adaptées aux fragilités repérées.
- Accompagner à la recherche d'un stage pour les élèves de 3^{ème}
- Réduire les barrières de mobilité dans le cadre des études

PRIORITE 5 : Faire de la culture et du sport un levier pour l'émancipation de tous.tes par le vivre ensemble

- Accompagner les jeunes dans l'appropriation des nouveaux lieux culturels et de sociabilité

PRIORITE 6 : Garantir la tranquillité et la sécurité publique

Faire ensemble, avec les habitantes et habitants, qui ont largement contribué à l'élaboration contrat de ville et des projets de chaque quartier populaire, et avec qui la Ville entend pouvoir dialoguer et rendre compte de l'action de manière continue sur la durée de la mise en œuvre contrat.

Faire aussi avec les partenaires institutionnels de la Ville, qui sont collectivement les garants du service public rendu aux usagers et usagères, comme le sont les signataires du contrat de ville 2024-2030.

ORIENTATIONS LIEES A LA PROGRAMMATION DE L'ABATTEMENT DE LA TAXE FONCIERE POUR LA PROPRIETE BATIE (ATFPB)
--

Une nouvelle convention de l'Abattement Taxe foncière sur les Propriétés Bâties (ATFPB) va être signée en 2024. La convention pluriannuelle sera établie sur la durée du contrat de ville (jusqu'en 2030) avec un point d'étape en 2026.

Dans le cadre de l'utilisation de l'abattement de la TFPB, les bailleurs sociaux s'engagent à mettre en œuvre sur les QPV des actions destinées à améliorer les conditions de vie des habitants et habitantes s'inscrivant dans la démarche de gestion urbaine et sociale de proximité (GUSP).

Les engagements pris constituent des outils importants dans la mise en œuvre du contrat de ville, en :

- améliorant l'attractivité de ces quartiers ;
- requalifiant l'habitat et le cadre de vie ;

- développant le lien social et les animations de quartier ;
- favorisant la cohésion sociale ;
- favorisant une meilleure coordination des acteurs impliqués dans le fonctionnement du quartier.

Les programme d'actions des bailleurs devront tenir compte des axes définis au niveau national :

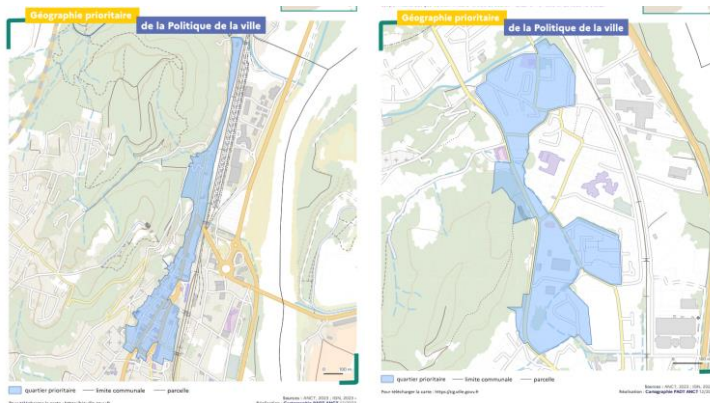
- Renforcement de la présence du personnel de proximité ;
- Formation spécifique et soutien au personnel de proximité ;
- Sur-entretien ;
- Gestion des déchets et encombrants/épaves ;
- Tranquillité résidentielle ;
- Concertation/sensibilisation des locataires ;
- Animation, lien social, vivre ensemble ;
- Petits travaux d'amélioration de la qualité de service

LES ACTEURS CONCERNES

Les porteurs de projets de la Politique de la Ville peuvent être des associations, des bailleurs, des collectivités territoriales ou des établissements publics, dans la mesure où leur action intervient en direction des habitants et habitantes des quartiers prioritaires.

LA GEOGRAPHIE PRIORITAIRE

Les deux quartiers prioritaires et leur périmètre respectif : Cœur de Ville et Sud Avenir.



Vous pouvez retrouver et télécharger la cartographie PDF des QP par département ici : https://sig.ville.gouv.fr/atlas/QP_2024

INTERVENTIONS DE LA CAF EN FAVEUR DES HABITANTS DES QUARTIERS EN POLITIQUE DE LA VILLE 2024/2030

En pièce jointe : Présentation des priorités de la CAF

INTERVENTIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL EN FAVEUR DES HABITANTS DES QUARTIERS EN POLITIQUE DE LA VILLE 2024/2030

En pièce jointe : Présentation des priorités du Conseil Départemental de l'Ardèche

Les opportunités de financement de projets dans le cadre du droit commun :

Pour les projets liés à la parentalité et à la jeunesse, il est possible de candidater à un appel à projets de droit commun proposé par la CAF. Lien vers l'appel à projet et plus d'informations [ici](#).

Pour les projets associatifs liés au sport et à la culture, il est possible de candidater dans le cadre du droit commun via la plateforme numérique de demande de subvention du département de l'Ardèche « Atout Association ». Lien vers la plateforme et plus d'informations [ici](#).

PUBLICS CIBLES

Les actions devront être élaborées en lien avec les habitants et habitantes des QPV (Quartiers Politique de la Ville) et être dirigées prioritairement vers ces publics.

Les actions devront intégrer une mixité femmes-hommes. Une grille est annexée à l'AMI avec les questions essentielles pour prendre en compte l'égalité femmes-hommes dans les projets Politique de la Ville.

Les porteurs de projets ayant déposé une action politique de la ville devront participer aux formations sur l'égalité femmes-hommes et les Valeurs de la République proposées par la Fédération des œuvres Laïques de l'Ardèche.

Les actions doivent répondre aux besoins des habitants et habitantes des quartiers de la politique de la ville.

D'une façon générale, les projets devront intégrer une démarche participative en associant des habitants et habitantes souhaitant s'engager dans la construction et le suivi des actions.

A l'échelle communale, chaque mairie détenant des quartiers en politique de la ville organise la participation citoyenne, selon les modalités qui lui semblent le plus adaptées, et qui pourront évoluer tout au long de la contractualisation.

Les projets de quartier, intégrés au contrat de ville, prévoient la manière dont la concertation avec les habitants sera menée tout au long du contrat de ville.

Le contrat de ville prévoit néanmoins un invariant pour toutes les villes : les programmations locales seront présentées, chaque année, aux habitants, en amont des comités de programmation.

Autrement dit, les habitants seront informés, lors d'une réunion, des projets qui seront présentés aux partenaires financiers de la politique de la ville, avant-même leur décision. Cela permettra d'intégrer l'avis des habitants à l'instruction des projets.

CALENDRIER D'INSTRUCTION DE LA PROGRAMMATION

Le calendrier de dépôt des programmations sera le même pour tous les dispositifs

Dates prévisionnelles	Étapes
09 octobre 2024	Lancement de l'appel à projet
04 novembre 2024	Date limite envoi fiche synthétique
07 novembre 2024 De 9h30 à 11h30 (sur un café des projets) Rencontre obligatoire	Rencontre de co-construction des projets afin de soutenir le montage de projet partenariaux Aide au montage de dossier
25 novembre 2024	Date limite de dépôt des dossiers de demande de subvention
Du 25 au 29 novembre 2024	Envoi des dossiers aux financeurs
Du 29 novembre 2024 à la semaine 8 2025	Instruction des dossiers
Semaine 8 de 2025	Comité technique d'instruction des dossiers
Semaine 12 de 2025	Comité de pilotage validant la programmation 2025

Après la validation en comité de pilotage politique de la ville, les dossiers retenus devront faire l'objet d'une saisie sur les plateformes des différents financeurs :

Etat : <https://usager-dauphin.anct.gouv.fr/>

Critères d'éligibilité et de sélection des projets

Quartiers concernés	L'appel à projets politique de la ville 2025 concerne les quartiers prioritaires Cœur de ville (centre-ville) et de Sud Avenir (Frayol et La Violette) . Des crédits pourront très marginalement être octroyés aux zones de vulnérabilité.
Public	L'action proposée doit avoir comme bénéficiaires les habitants des quartiers prioritaires en ciblant les publics les plus en difficulté. Le développement d'actions permettant une mixité des publics est encouragé toutefois le financement ne portera que sur le public des quartiers prioritaires. Le projet précisera le ou les quartier(s) concerné(s), qualifiera le type de public ciblé pour chaque action et indiquera le nombre, le genre, l'âge des habitants des quartiers prioritaires.
Objectifs prioritaires	Les objectifs prioritaires varient selon les territoires, en fonction des problématiques spécifiques et de l'offre de droit commun et spécifique à la politique de la ville déjà disponible. Néanmoins, certaines priorités ressortent sur l'ensemble du territoire : - Lutter contre l'isolement des seniors, les accompagner dans leurs démarches administratives et dans leur accès aux soins ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser aux enjeux de santé, notamment mentale, et celle des jeunes, des femmes et des seniors en particulier ; - Favoriser l'accès aux droits en luttant contre la fracture numérique et le non-recours aux droits ; - Les projets relatifs à la parentalité ; - Agir en faveur du développement économique local ; - Sensibiliser et organiser la transition écologique dans les quartiers ; - Lutter contre les discriminations et les préjugés ; - constituer et maintenir un dialogue serein entre les habitants, notamment les jeunes, et les institutions
Critères d'éligibilité	<p>Les projets devront répondre aux critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La prise en compte des priorités du territoire, des besoins des habitants et leur participation, le cas échéant à la définition et à la mise en œuvre de l'action ; - Les conditions pratiques permettant aux publics visés de pouvoir effectivement bénéficier des actions (lieux, horaires notamment en soirée et le week-end) ; - L'impact en faveur du désenclavement du quartier et la capacité du porteur à aller vers les publics ; - La qualité et l'importance du partenariat, l'articulation avec le droit commun (politiques publiques des différents services de l'Etat ou des collectivités territoriales) et les ressources et instances locales ; - La mixité des publics : de genre, sociale et intergénérationnelle ; - La prise en compte des enjeux de citoyenneté, de transition écologique et de promotion des valeurs républicaines ; - La dimension partenariale et mobilisation des ressources locales : Sont favorisés les projets qui impliquent plusieurs acteurs locaux. Une attention particulière est portée à la mobilisation des ressources locales et des habitants ; - La définition d'indicateurs permettant de mesurer la réalisation de l'action mise en œuvre <p>De plus, les structures dont le projet sera financé devront assister à trois cafés des projets dans l'année, au minimum.</p> <p>Le café des projets est une rencontre mensuelle organisée par la commune, qui est l'instance de coordination des structures associatives qui travaillent sur la Politique de la ville. Il se réunit dix fois par an et chaque rencontre se focalise autour d'une thématique, sauf deux rencontres, qui sont généralistes. Les structures qui auront un projet financé dans le cadre de l'appel à projets Politique de la ville devront assister aux deux cafés des projets généralistes et un café des projets consacré à la thématique liée à votre projet (les dates vous seront communiquées ultérieurement).</p>

Procédure de dépôt

Par la commune :

Seuls les dossiers complets (ensembles des pièces à fournir) et intégralement renseignés seront examinés. Les dossiers complets comprendront :

- Le CERFA 1215606 (PJ) **signé du représentant légal (aux pages 11,12) :**

Attention, cochez l'ensemble des cases relatives aux financeurs en page 1 du CERFA et dans autre indiquez : CAF de l'Ardèche, DRAC Aura et Ardèche habitat et EPCI.

- La fiche synthétique de présentation (PJ), est obligatoire, elle vous permet de donner une meilleure lisibilité du projet ;
- Pour les projets financés en 2024 le CERFA 15059*02 Compte rendu financier de subvention ci-joint, un bilan complémentaire sous format libre est possible.
- Le RIB à jour, le numéro de SIREN sont obligatoires.

Par la Caf :

Si les éléments demandés nous sont envoyés au-delà de cette date ils ne pourront être étudiés et les actions ne seront pas financées.

- Des critères quantitatifs et qualitatifs de suivi et d'évaluation de l'action n-1 ;
- La réalisation effective de ces bilans associant le public.

⇒ **Les projets sont à remettre le 25 novembre 2024 à la mairie du Teil sous deux formes possible :**

- Soit par papier : par remise en main propre à Marie Tortel (hotel de ville), 2 place Jean Macé, 07400 Le Teil OU par courrier à l'adresse suivante : adresse physique Marie Tortel, Hôtel de ville, BP 80051 07 402, Le Teil Cedex
- Soit par mail : marie.tortel@mairie-le-teil.fr et louise.arnoux-auber@mairie-le-teil.fr

A la suite de la validation de l'allocation des financements lors du comité de pilotage des partenaires financeurs et **si vous avez reçu la notification que l'Etat finance votre projet**, il s'agira de procéder à une demande de subvention sur la plateforme Dauphin : « 2025 – AAP 2025 – Déposer une demande de subvention sur DAUPHIN » et « 2025 – AAP 2025 – Vademecum - Compléter un dossier de demande de subvention sur DAUPHIN » pour l'Etat (Préfecture de Paris).

Un document détaillant la procédure à suivre pour le dépôt des dossiers sera envoyée aux structures financées par l'état. Merci de suivre cette procédure et de ne pas saisir de demande de subvention sans en avoir pris connaissance.

Attention : lors de la saisie du budget prévisionnel de l'action, dans les recettes, à la ligne 74 Etat, saisir 07, dans le menu déroulant choisir : POLITIQUE-VILLE-07-ARDECHE puis inscrire le montant demandé.

Si aucune demande chiffrée n'est faite à l'item POLITIQUE-VILLE-07-ARDECHE, le dossier n'arrive pas au service et surtout n'est plus accessible par quiconque.

Conventions pluriannuelles d'objectifs (CPO)

Des conventions pluriannuelles d'objectifs (CPO) pourront être signées avec l'Etat et la commune du Teil.

Le comité de programmation décidera des actions retenues en Conventions Pluriannuelles d'Objectifs (CPO) conformément aux orientations prioritaires du contrat de ville.

Evaluation, bilan et communication

Conformément aux termes de la décision attributive de financement (arrêté ou convention), la production d'un compte rendu de l'action financée est obligatoire.

En ce qui concerne les dossiers financés par la Préfecture de l'Ardèche (Etat), il est demandé de remplir :

- Le bilan à saisir sur DAUPHIN

Pour les autres bailleurs, il est demandé de remplir :

- Le CERFA 15059*02 « Compte rendu financier de subvention »

Le non-respect de cet engagement donne lieu à un ordre de reversement de la subvention. Toute action ayant bénéficié d'une subvention pourra faire l'objet d'un contrôle de la part des services instructeurs.

En cas de financement de votre action, vous devrez mentionner dans toutes vos communications la participation de l'ensemble des financeurs de l'action (Préfète de l'Ardèche et/ou Ville, CAF, CD07, Bailleurs.

Pour toute information merci de vous adresser à
louise.arnoux-auber@mairie-le-teil.fr
ou
marie.tortel@mairie-le-teil.fr

La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 25 novembre 2024